

14<sup>ème</sup> Colloque international de l'Institut des Amériques  
L'ASIE ET LES AMERIQUES AUJOURD'HUI  
Paris 8, 9 et 10 juin 2016

LES NOUVELLES DYNAMIQUES DES RELATIONS ASIE/AMERIQUE : IMPLICATIONS REGIONALES ET GLOBALES  
DU TPP

Compte rendu de l'atelier et la table ronde organisés  
le 18 janvier 2016, à Casa de Francia, Mexico.

**Robert Boyer, Institut des Amériques et Carlos Quenan, Institut des Amériques/Ambassade de France au Mexique**

La première Journée d'Etudes (JE) fut organisée par Carlos Quenan en collaboration avec le Centre de recherches Chine-Mexique (CECHIMEX) de l'Université Autonome du Mexique (UNAM). Elle a comporté deux activités : pendant l'après-midi un workshop, avec un nombre restreint de participants, et au cours de la soirée une table ronde ouverte à un large public. L'objectif en était double : d'une part, aborder une question complexe et d'actualité favorisant la mise en place d'une approche pluridisciplinaire et, d'autre part, donner une plus grande visibilité au colloque dans les Amériques. Bien entendu, du point de vue scientifique le but était de développer des réflexions et des propositions visant à enrichir le colloque.

Le thème traité fut le Partenariat Trans Pacifique (TPP en anglais), l'un des « méga-accords préférentiels » de commerce et de l'investissement que l'on négocie au cours des dernières années et dont l'analyse se prête bien à une approche aussi bien économique que géopolitique et de relations internationales...

En effet, le Partenariat Trans Pacifique, qui a été négocié entre les douze pays signataires (l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, les États-Unis, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam) se présente comme un accord international d'un nouveau type visant à dégager des avantages concurrentiels pour les pays signataires –et qui est donc discriminatoire à l'égard de non signataires-tout en proposant de nouvelles modalités (surtout en matière de normes et règles de commerce et investissements internationaux) et espaces aux relations économiques internationales. Cet accord doit encore être ratifié par les divers parlements nationaux. Il rejoint les objectifs des négociations en cours entre les États-Unis et l'Union Européenne dans la recherche d'un Partenariat Transatlantique pour le Commerce et l'Investissement (TTIP en anglais).

L'atelier, auquel ont participé tous les intervenants de la table ronde (voir ci-dessous) et un petit groupe de spécialistes de questions économiques et géopolitiques a réuni une douzaine de participants. Introduit par Carlos Quenan, l'atelier a été animé par deux interventions initiales. D'abord, Luz María de La Mora de LMMConsulting, ancienne membre des équipes officielles de négociation des accords commerciaux internationaux du Mexique, présente la logique générale de ces accords et l'intérêt du Mexique à leur égard. Ensuite, Jorge Mario Martinez, économiste de la Commission Economique pour l'Amérique latine des nations unies (CEPAL) en poste à Mexico, met l'accent sur les aspects sectoriels du TPP. Enfin, le débat général a permis de traiter un certain nombre de points précis (stratégies des États-Unis et des divers groupes économiques, intérêts de différents pays participant ou non au TPP, situation de la Chine et des différentes chaînes de valeur telles que celle de l'automobile, du textile...) et les enjeux du TPP et d'autres accords qui n'ont pas encore abouti –comme le traité transatlantique- du point de vue des caractéristiques du processus de globalisation et des difficultés actuelles des négociations au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Ces sujets ont pour la plupart été repris lors de table ronde.

La table ronde, qui a attiré environ 170 auditeurs, est introduite par Carlos Quenan, en sa double qualité de vice-président de l'Institut des Amériques et membre du Service de coopération de l'ambassade de France au

Mexique. Il propose une mise en perspective de ce projet de traité et explicite les objectifs de la table ronde. Élodie Brun, chercheuse en sciences politiques au Colegio de Mexico, distingue quatre niveaux d'analyse : respectivement global, régional, national et bilatéral, précaution nécessaire à l'analyse des conséquences du traité. Elle insiste sur les différences d'appréciation selon les pays. Alors que le TPP est souvent présenté comme l'expression de la stratégie américaine de contournement de la Chine, telle n'est pas l'analyse des autorités Chiliennes par exemple.

Jorge Mario Martinez, économiste de la CEPAL comme indiqué précédemment, aborde les aspects sectoriels du projet de traité, à partir de l'exemple du secteur textile. Il souligne la nécessité de chiffrage précis des diverses dispositions et montre, qu'au-delà des évaluations globales de type macro-économique, les effets sectoriels peuvent être considérables, en déplaçant les avantages compétitifs, très vraisemblablement en direction de l'Asie. Pour sa part Henrique Dussel, directeur du CECHIMEX, économiste à l'UNAM et spécialiste des relations entre la Chine et l'Amérique latine, relativise l'importance du TPP pour Mexico, puisque les nouveaux membres représentent moins de 3 % de son commerce extérieur. La question centrale est celle de la déformation des chaînes de valeur à l'échelle internationale, par exemple dans le secteur automobile. Les relations avec d'autres partenaires, aux premiers rangs desquels la Chine, devrait donc être développées et une attention particulière devrait être portée à la dynamique de l'économie vietnamienne.

Gonzalo Paz, spécialiste des relations internationales à l'université de Georgetown, porte son attention sur la signification géopolitique de ce traité en insistant plus particulièrement sur les relations entre la Chine et les États-Unis. Compte tenu de la conjoncture électorale américaine, il n'est pas évident que le TPP rencontre une majorité au Sénat et au Congrès. Enfin Robert Boyer, économiste à l'Institut des Amériques, voit dans le TPP l'expression d'un projet, entrepris dès 1997, visant à favoriser l'investissement international par des règles s'imposant au gouvernement des États-nations. Il souligne que la tonalité des discussions concernant le TTIP est bien différente en Europe : les opinions publiques expriment leurs inquiétudes concernant la perte d'autonomie du pouvoir politique et l'élaboration de règles s'affranchissant du contrôle démocratique. Ce qui explique sans doute les difficultés actuelles dans la négociation transatlantique.

Les auditeurs ont alors posé une série de questions aux participants de la table ronde. Beaucoup d'entre eux ont souligné qu'un large débat impliquant la représentation politique devrait s'ouvrir pour éclairer les conséquences des nouvelles relations internationales sur l'évolution de la société mexicaine.

Pour ce qui est des implications pour le colloque de l'ensemble de la JI (c'est-dire les thématiques que l'on pourrait éventuellement essayer d'approfondir) on retiendra notamment l'intérêt d'aborder l'interaction entre les aspects économiques et géopolitiques dans les relations entre l'Asie et les Amériques, la spécificité des diverses stratégies nationales de développement et d'insertion internationale –avec un intérêt particulier pour certains pays insuffisamment étudiés comme le Vietnam- les transformations en cours des chaînes de valeur à l'échelle internationale, et l'importance du suivi et du contrôle démocratiques des négociations économiques internationales.

Enfin, il est à noter qu'un enregistrement vidéo de la table ronde est disponible :

<http://ifal.mx/video-nuevos-desafios-de-la-globalizacion-que-consecuencias-del-tratado-de-asociacion-transpacifico-tpp/>